

Marché

La sécurité privée résiste plutôt bien



Le rebond dont a bénéficié la sécurité privée en 2021 s'est confirmé l'année suivante pour une large partie de la profession. La conjoncture économique générale apparaît moins bonne en 2023, pesant sur les marges des entreprises.

La sécurité privée résiste plutôt bien à une économie française assez friable : la demande est soutenue par des menaces multiples - risque terroriste, cyberattaques, violences urbaines, fraudes en tous genres, etc.- et par un climat international tendu en raison de la guerre russe en Ukraine.

De plus, la profession a amélioré son image durant la crise sanitaire en assumant plus ou moins normalement son rôle durant les confinements malgré les difficultés de déplacements. Elle s'est même adaptée à cette situation inédite en effectuant de nouvelles missions : contrôle des jauges et des passes sanitaires, par exemple.

La filière a d'ailleurs beaucoup moins souffert des conséquences de la pandémie que le reste de l'économie : en 2020, selon les statistiques d'En Toute Sécurité, son activité avait baissé de 2,9 % « seulement » alors que le PIB avait chuté de 7,9 %. 2021 a été l'année du rebond historique avec une progression de 6,1% et il faut remonter vingt ans en arrière pour trouver une croissance supérieure : +7,8 % en 2002. En un an, la sécurité privée a donc large-

ment effacé son recul de 2020, parvenant à un chiffre record de 32 milliards d'€. Un volume qui intègre la surveillance humaine et électronique, l'anti-incendie et les équipements de sécurité physique.

Des performances inégales

Le millésime 2022 est encore très bon pour la profession avec une progression globale de 5,2 %, que l'on peut comparer à une croissance de 2,6 % de l'économie et de 3,7 % du secteur du BTP. Sur le plan macro-économique, le point noir majeur est l'inflation (+5,2 % selon l'Insee) qui rogne les marges des entreprises et les oblige à réduire leurs dépenses.

La majeure partie de la filière a affiché des résultats satisfaisants, principalement la sécurité électronique dont la croissance est plus rapide que les autres activités : elle représente désormais près de 55 % du total contre 47 % voici dix ans. 2022 n'a pas dérogé à la règle : la vidéosurveillance a progressé de plus de 6 %, tout comme le contrôle d'accès, alors que l'alarme anti-intrusion a affiché une hausse de 5 %.

La télésurveillance résidentielle a accéléré son ascension rapide de ses dernières années avec une hausse de 12 %, soit le meilleur score depuis 2014. La performance est également à souligner du côté de la téléassistance, portée par le vieillissement de la population, qui a progressé de 10 % en 2022, soit un rythme jamais atteint depuis plus de dix ans.

Quant aux drones pour les applications de sécurité, ils enregistrent une accélération de la croissance de façon spectaculaire : +22,5 % après +5 % en 2021. C'est la conséquence de nombreux contrats signés avec les forces de l'ordre, y compris pour des équipements de lutte contre les drones malveillants.

Enfin, la cybersécurité, stimulée par les nombreuses attaques dont sont victimes les entreprises de toutes tailles et les administrations, aligne un beau +10 % (*lire encadré*).

La sûreté aéroportuaire continue à redresser la pente avec sa chute vertigineuse de 2020 (-40 %) : +14 % en 2021 et +21 % l'année suivante, ce qui ne lui



Cybersécurité : une profession en ébullition

L'augmentation exponentielle des cyberattaques a pour conséquence logique de générer une activité intense chez les sociétés de cyberprotection. Le tout dans un contexte de redistribution des cartes entre les différents acteurs.

La profession connaît régulièrement une croissance supérieure à 10% depuis plusieurs années. Cela a encore été le cas en 2022 avec une hausse d'environ 10% pour atteindre **un CA de 6,2 milliards d'€**, selon l'Atlas d'En Toute Sécurité.

Il faut dire que la France se trouve particulièrement dans le collimateur des cybercriminels : elle serait le deuxième pays le plus touché par les ransomware. Les établissements bancaires, de santé et l'industrie alimentaire sont visés en priorité, avec une préférence pour les PME, moins bien protégées que les grands groupes.

Une prise de conscience a bien eu lieu depuis quelques mois : les cyberattaques sont devenues une menace gérée par la direction générale qui lésine peu sur les investissements à mettre en place pour parer à toute attaque.

Du côté des prestataires, la mobilisation est massive : dépenses conséquentes en R&D, recrutement d'experts pointus, acquisitions de sociétés ayant des compétences complémentaires, etc.

La bataille fait rage en tête du classement, entre les ténors Idemia, Thales, Orange, Atos ou CapGemini. Ces groupes multiplient les opérations de croissance externe afin d'atteindre une taille critique pour séduire des grands comptes internationaux. Car la conquête de parts de marché est devenue mondiale. Dans un premier temps, il est nécessaire de bâtir une entreprise à l'échelle européenne puis de partir à l'assaut du juteux marché américain.

A l'autre bout du spectre, on trouve une multitude de start-up spécialisées sur une technologie pointue qui rêvent de conquérir le monde. Seule une minorité d'entre elles pourront gagner leurs galons pour assurer leur survie.

Les sociétés de cybersécurité sont en général récompensées de leurs efforts : près de 80% d'entre elles sont rentables et les perspectives de marché sont au beau fixe.

permet pas encore de revenir au niveau d'avant la crise covid.

Ce gros bataillon de secteurs dont la croissance s'est accélérée ne doit pas masquer un peloton d'autres activités dont l'activité a ralenti. C'est par exemple le cas de la sécurité incendie, dont la progression a été divisée par deux : +7,6 % en 2021 qui était un effet rattrapage après l'arrêt du BTP pendant les confinements de l'année précédente et +3,4 % en 2022.

La télésurveillance pour les clients professionnels voit également sa hausse divisée par deux : +4,1 % contre +2 %, mais il s'agit en fait d'un retour à un rythme normal après les variations erratiques dues à la crise sanitaire.

C'est aussi la raison du coup de frein dans la serrurerie (+6,6 % puis +3 %) qui reste cependant à un niveau de croissance supérieur à la moyenne des années pré-covid.

Si le ralentissement est assez marqué pour la formation en sécurité (+6,1 % en 2021 puis +4 %), c'est aussi la conséquence d'une normalisation de l'activité après la fermeture des centres de formation pendant une bonne partie de l'année 2020.

On remarque un léger effritement de l'activité dans le gardiennage : +1,4 % en 2021 et +1 % l'année suivante, malgré les augmentations de tarifs négociées avec les donneurs d'ordre. Même tendance dans les EPI (équipements de protection

individuelle) : +6,7 % puis +6 %, qui reste cependant à un bon niveau.

La descente ne semble pas devoir s'arrêter dans le transport de fonds, en recul tous les ans depuis 2017 (dont -3 % en 2022) : une situation qui résulte d'une moindre utilisation du cash par la population, dont les préférences se portent sur le paiement sans contact et l'achat via internet.

De nombreux bouleversements

Continuellement en proie depuis plusieurs décennies à des rachats d'entreprises, la profession n'a pas dérogé à la règle depuis la crise sanitaire. L'événement le plus important à l'échelle mondiale est sans conteste le rachat finalisé en juillet 2022 de l'américain Stanley Security par Securitas pour la coquette somme de 3,2 milliards de \$.

En France, cette opération provoque une importante redistribution des cartes : jusqu'alors poids moyen de la sécurité électronique, Securitas devient leader du marché, avec une place de n°1 en télésurveillance. D'un seul coup, il grossit de 30 % pour atteindre 900 M€ de chiffre d'affaires.

Le rapprochement entre les deux entités a d'ailleurs fait une victime : Luc Guilmin, PDG de Securitas France, a été débarqué par sa maison-mère en avril 2023, probablement parce que les résultats n'ont pas été jugés assez performants. Il est remplacé par Frank Lambriqts, PDG de la filiale belge, un pur produit du groupe suédois.

Par ricochet, ce départ a provoqué un changement à la tête du GES, l'organisation patronale de la surveillance humaine, puisque Luc Guilmin en était le président. Il est remplacé en juin par Abdelhamid Faddeoui, PDG de la toute petite société de gardiennage Aetos Sécurité, ce qui constitue un gros changement de profil. D'ailleurs, le printemps 2023 a été le théâtre de deux autres départs emblématiques. Cédric Périer, président de Seris France, est subitement remplacé par Eric Forestier, ancien directeur général de la société de transport Cogepart. Autre figure de la profession remerciée : Rémy Morard, président d'Atalian Sécurité, est remplacé par Loïc Defever qui en avait été le directeur général.

Autre nomination choc : Bruno Le Ray, ex-gouverneur militaire de Paris, est nommé en avril 2023 directeur sécurité de Paris 2024, l'organisateur des Jeux Olympiques, alors que les indices se multipliaient que la sécurité privée ne serait pas en mesure de répondre à tous les besoins de cette





Marché

Des financements moins frileux

La sécurité privée a longtemps rencontré de grandes difficultés pour trouver les financements destinés à assurer la croissance de ses entreprises. Aujourd'hui, cette situation est en train de changer.

Aux yeux des financiers, la profession apparaît plus attractive, plus innovante et recelant des perspectives de développement plus importants.

Cette tendance concerne plus particulièrement la cybersécurité et la sécurité électronique, mais aussi d'autres secteurs considérés comme plus traditionnels comme les EPI (équipements de protection individuelle) ou la sécurité incendie.

Ces opérations s'appliquent à des entreprises de taille déjà significative, mais aussi à des PME ou encore à des start-up.

Elles sont surtout le fait de fonds d'investissement plutôt que de banques classiques, avec l'objectif de doper la croissance, d'accélérer l'internationalisation ou l'innovation.

C'est ainsi que le fonds Apax Partners (rebaptisé Seven2) a pris le contrôle en 2022 de Vitaprotech, un des leaders de la sécurité électronique. L'année suivante, Geneo Capital Entrepreneur a apporté 55 M€ à Scutum, un champion de la croissance externe en télésurveillance et installation de systèmes.

Dans la sécurité incendie, remarquons l'arrivée de Chequers Capital dans le tour de table d'Eris et celle de Capza dans Eurofeu pour financer leurs acquisitions. Avec le même objectif, Ardian Expansion a soutenu RG Group, n°1 de la distribution d'EPI.

Dans la catégorie start-up, la palme revient à XXII, spécialiste de la vision par ordinateur pour la sécurité, qui a levé 22 M€ début 2023, notamment auprès du fonds créé par le ministère de la Défense, avec l'ambition de devenir leader mondial sur son créneau.

manifestation mondiale. D'ailleurs un tiers des lots du premier appel d'offres n'a pas été attribué, soit faute de candidat, soit parce que les entreprises n'apportaient pas assez de garanties.

Autre événement majeur : la loi spéciale Jeux Olympiques autorise l'utilisation de caméras intelligentes, permettant ainsi d'analyser des mouvements de foule, des objets suspects, etc. Ce n'est pas encore

l'autorisation de la reconnaissance faciale, mais cela va dans la direction.

Des perspectives floues

Les Jeux Olympiques ne s'avèrent visiblement pas un Eldorado pour les sociétés de sécurité. Toujours est-il que les contrats déjà signés n'ont pas vraiment porté la croissance en 2023. D'ailleurs, l'économie du pays n'a pas été plus stimulante : le PIB devrait augmenter de 0,6 % seulement, assorti d'une inflation record de 5,8 %.

Dans ce contexte pour le moins maussade, la sécurité privée devrait néanmoins plutôt bien tirer son épingle du jeu avec une croissance de 3,5 %, selon les estimations d'En Toute Sécurité.

Il est probable que la rentabilité des entreprises de sécurité va se dégrader, entraînant même des difficultés financières pour certaines d'entre elles. Octopus Sécurité, filiale du groupe Luxant, a ainsi été placée en redressement judiciaire en avril 2023. Des responsables patronaux de la surveillance humaine évoquent une situation particulièrement délicate pour leur profession, pratiquement inédite depuis la Seconde guerre mondiale.

L'année 2024 devrait se placer sous de meilleurs auspices avec une croissance du PIB de 1,2 %, une inflation diminuée de moitié et une hausse de 4,2 % de l'activité de sécurité privée.

Les chefs d'entreprises doivent faire le gros dos et ne pas se tromper dans la stratégie en attendant le retour des beaux jours. ■

PATRICK HAAS

Directeur des publications En Toute Sécurité

N.B. : tous les chiffres mentionnés dans ce texte sont extraits de l'Atlas d'En Toute Sécurité

(www.security-info.com)

Les dix principales sociétés de surveillance humaine en France

Chiffre d'affaires en millions d'euros, comprenant le gardiennage, la sûreté aéroportuaire et l'intervention sur alarme

	2022	2021	2020	2019	2018
1 Seris Security ⁽¹⁾	599	583	585	543	403
2 Securitas France	589	537	522	563	604
3 Fiducial Private Security ⁽²⁾	340	319	370	189	181
4 Samsic Sécurité	304	275	263	290	243
5 Onet Sécurité	195	179	177	172	172
6 Atalian Pôle Sûreté	171	178	162	183	169
7 Protectim	163	124	114	113	95
8 Goron	140	134	120	114	101
9 Mondial Protection	128	118	123	138	115
10 Luxant Group ⁽³⁾	120	126	56	53	50

Source : informations récoltées par En Toute Sécurité

(1) Acquisition de Konsalnet (Pologne) en 2019

(2) Acquisition de Prosegur Security en septembre 2020

(3) Acquisition d'Octopus Sécurité en octobre 2020

Moins de sociétés de gardiennage rentables

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Sociétés bénéficiaires	68%	61%	71%	63%	65%	62%
A l'équilibre	11%	15%	12%	13%	14%	15%
En perte	10%	13%	8%	14%	13%	14%
En faillite	11%	11%	9%	10%	8%	9%

Source : Atlas d'En Toute Sécurité